



Le ministre Baird fait fausse route concernant les valeurs « partagées » du Canada et d'Israël

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 09 mai 2012

[Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#) 9 mai 2012

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)



Contrairement aux affirmations du ministre des Affaires étrangères du Canada, les agissements d'Israël témoignent souvent du fait que l'État n'adhère pas aux valeurs de liberté, de démocratie, de droits de la personne ou de primauté du droit, surtout en ce qui concerne les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

Montréal, le 9 mai 2012 — Le 6 mai, dans un énoncé de bienvenue pour le président d'Israël Shimon Peres, le ministre des Affaires étrangères John Baird a déclaré que le Canada et Israël « partagent les mêmes valeurs, notamment la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit ». Malheureusement, cet énoncé du ministre Baird contredit des douzaines de résolutions internationales adoptées au cours des dernières décennies concernant le traitement réservé par Israël aux Palestiniens ainsi que ses pratiques de colonisation dans les territoires palestiniens. Pour sa part, le Canada n'a jamais fait l'objet de condamnations internationales pour avoir violé les droits de la personne ou le droit humanitaire. Le président Peres est en visite au Canada du 6 au 10 mai.

Selon Amnistie internationale, l'attaque de 22 jours lancée par Israël sur Gaza le 27 décembre 2008 a causé la mort de 1 400 Palestiniens, y compris 900 civils non armés qui n'étaient pas impliqués dans le conflit, dont 300 enfants et 114 femmes. L'organisme Human Rights Watch souligne qu'en 2011, en Cisjordanie, Israël « a utilisé des pratiques discriminatoires pour démolir un nombre record de foyers palestiniens, imposé des restrictions sévères sur la liberté de mouvement des Palestiniens, poursuivi l'établissement de colonies illégales et détenu de façon arbitraire des opposants pacifiques, y compris des enfants » [traduction]. Selon des groupes de défense des droits de la personne en Israël, 332 Palestiniens - y compris des mineurs - sont actuellement détenus sans inculpation ni jugement dans des prisons israéliennes.

CJPMO croit fermement que les Canadiennes et les Canadiens prisent la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Toutefois, ces valeurs sont incompatibles avec la dure occupation militaire des territoires palestiniens pratiquée par Israël depuis 45 ans, l'écrasement de la dissension par l'emprisonnement de Palestiniens - dont des mineurs - sans inculpation ni jugement, l'établissement illégal de colonies en Cisjordanie et le blocus illégal, et cruel, de Gaza. « Par cette déclaration, le ministre Baird rappelle la célèbre citation de Lénine : « Un mensonge répété suffisamment devient réalité » », a déclaré Thomas Woodley, président de Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO). « Bien qu'Israël ait réalisé de grandes avancées depuis sa création en 1948, son bilan en matière de liberté, de droits de la personne et de la primauté du droit

est aberrant. »

CJPMO doute fort que les Canadiens approuvent les lois et les pratiques d'Israël visant à déposséder et à soumettre les Palestiniens. L'organisme rappelle que l'ancien chef du Shin Bet, Yuval Diskin, a contesté l'affirmation du premier ministre Netanyahu selon laquelle les Palestiniens sont responsables de l'impasse dans les négociations de paix. M. Diskin s'inquiète aussi de la montée de l'extrémisme israélien, notant que les jeunes d'Israël font preuve de plus en plus de racisme depuis dix ou quinze ans. CJPMO est depuis longtemps convaincue que le Canada – vu sa bonne relation avec Israël – doit insister pour que l'État israélien mette fin à son occupation des terres palestiniennes et qu'il respecte les droits de la personne et les droits civils fondamentaux des Palestiniens.

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec:

Patricia Jean

Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient

Téléphone: 438 380-5410

Courriel CJPMO info@cjpmo.org – [Site Web CJPMO](#)

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

La source originale de cet article est [Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#)
Copyright © [CJPMO](#), [Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient](#), 2012

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca